

Déclaration de la

Coordination pour une Agriculture Paysanne Sociale et Environnementale en Bretagne

Pollutions des sols et des rivières, des océans et de l'air, diminution inquiétante de la biodiversité, dégradation des biens communs, de la qualité nutritionnelle des aliments, scandales sanitaires à répétition, *augmentation des maladies chez les paysan·ne·s, les salari·é·e·s et les riverain·e·s liée à l'usage des pesticides*, paupérisation et désarroi des paysan·ne·s, exacerbation de la logique financière au détriment du vivant, difficulté de transmission des terres... Les signaux d'alarme sont de plus en plus nombreux : le modèle agricole productiviste mis en place dans les années 1960 craque de partout. Il est à bout de souffle.

Pourtant, les responsables du secteur et la plupart des représentants politiques se bouchent les yeux et les oreilles. Pire, ils tendent à empêcher toute mise en question critique d'un modèle présenté comme indiscutable. Les lanceurs d'alerte et les victimes du système sont priés de se taire, au nom d'une loyauté qui ressemble plutôt à une omerta. Tout débat est disqualifié comme relevant du dénigrement (« *agribashing* »).

Un constat partagé

Fondé sur l'ambition d'une industrialisation sans cesse accrue des activités d'agriculture et d'élevage, le modèle agro-alimentaire dominant est devenu, au cours des décennies passées, un enjeu économique de première importance en Bretagne. Toujours davantage de mécanisation, d'intrants chimiques, de standardisation industrielle, de logique de rendement financier. Toujours moins de paysans, toujours moins de biodiversité tant animale que végétale. Une poignée d'acteurs influents a trop d'intérêts à ce que rien ne change, même si les conséquences environnementales, sanitaires et humaines s'avèrent, chaque jour, de plus en plus tragiques.

Le système va droit dans le mur, sans souci ni des dommages irréversibles sur l'environnement et sur la santé des populations, ni des générations futures. Les responsables politiques et économiques en place s'avèrent incapables de relever les formidables défis auxquels la Bretagne doit faire face. La « transition écologique » reste, à l'heure actuelle, un trompe-l'œil. L'avenir de nos rivières et de nos rivages maritimes, celui de nos sols et celui de notre alimentation sont trop importants pour être plus longtemps soustraits à la discussion et à l'intelligence collective.

Fédérer des forces et des savoirs pour changer la donne

Les temps ont changé. Les acteurs de la société veulent aujourd'hui prendre leur destin en main et fédérer leurs énergies et leurs savoirs pour faire entendre leur

voix. Il n'est plus temps d'attendre des solutions venues « d'en haut ». Une évidence s'impose : il y a urgence à changer de système et à redéfinir les orientations de base, afin de refondre un domaine sinistré, humainement, écologiquement et socialement, par cinquante ans de productivisme destructeur.

La Coordination pour une Agriculture paysanne, sociale et environnementale en Bretagne se propose de devenir le lieu où s'élaborent, de façon concertée et pacifiée, des modèles agro-environnementaux alternatifs à ce productivisme destructeur et mortifère. Elle a vocation à organiser les rencontres entre des personnes et des organisations qui, d'une façon ou d'une autre, sont impliquées dans l'invention de nouvelles formes d'agriculture, plus respectueuses du vivant.

Cette coopération ne part pas de zéro. Depuis plusieurs années, sur le terrain, des acteurs et des actrices issu·e·s de domaines variés se retrouvent dans des luttes sociales, sanitaires et environnementales. On y retrouve les représentant.es du monde paysan, des salarié·e·s du secteur agro-alimentaire, les associations environnementales et de protection de la nature, les associations altermondialistes, les associations de victimes de l'agrochimie, des syndicats de salarié·e·s, des chercheurs et des chercheuses, mais aussi des citoyens et des citoyennes engagé·e·s, lanceurs et lanceuses d'alerte, consommateurs et consommatrices ou riverain·e·s... Toutes et tous souhaitent aujourd'hui, à partir de leur domaine d'action privilégié, approfondir leur engagement en faveur de l'élaboration commune d'un futur non-productiviste.

Ce que nous voulons.

Nous, organisations constitutives de la **Coordination**, luttons, chacune dans notre domaine, et pour certaines depuis de nombreuses années, contre des politiques de subventions publiques qui privilégient un modèle de production dominé par la logique du profit et de la concurrence exacerbée. Nous nous élevons localement contre l'impact néfaste de mesures globales prises par l'Organisation Mondiale du Commerce et contre les conséquences désastreuses des traités de libre-échange et de la politique agricole européenne.

Nous refusons la financiarisation des exploitations et l'industrialisation de la production. Si le processus de concentration est mené à son terme ultime, il aboutira à la disparition des exploitations petites ou moyennes, au profit des très grandes exploitations robotisées et ultra-connectées. Or, des organisations paysannes à taille humaine et ancrées dans leur territoire, géographique et humain, peuvent créer des espaces de liberté où se développent d'autres systèmes de production et de commercialisation qui s'avèrent plus respectueux du vivant.

Nous, organisations constitutives de la **Coordination**, ne voulons plus d'une agriculture soumise à l'influence des lobbies de l'industrie chimique (phyto- et zoo-sanitaires) et de l'agro-industrie. Nous ne voulons plus voir des organisations professionnelles imposer leur pouvoir jusque dans les établissements scolaires et

au sein des autorités de régulation. Nous ne voulons plus voir les instances politiques et administratives (nationales régionales ou locales) mises sous tutelle par des puissances économiques formatées par le schéma productiviste. Nous exigeons que le versement des aides publiques soient conditionné à une réelle transition écologique et sociale de l'agriculture bretonne.

Nous refusons que des médias, des journalistes et des salarié·e·s de la fonction publique soient régulièrement empêché·e·s d'exercer leur mission d'informer le public sur le secteur agro-alimentaire et ses dérives (scandales sanitaires et sociaux, etc). Nous n'acceptons pas davantage que des gendarmes au sein des cellules Demeter soient chargés de contrôler les organisations critiques envers le système dominant, voire d'intimider les défenseurs du vivant. Nous exigeons la suppression de cette cellule.

Avec des citoyens et citoyennes engagé·e·s qui le souhaitent, les organisations membres de la **Coordination** entendent lutter pour faire advenir cet autre modèle agricole. Ensemble, elles représentent une force considérable. Sur la base de la discussion et de l'expérimentation, il conviendra de donner forme et cohérence à cette force afin d'imposer, dans de brefs délais, une nouvelle politique qui favorisera une agriculture véritablement nourricière, paysanne et biologique, créatrice d'emplois de paysan.ne.s et de salarié.e.s (avec pour objectif le quadruplement du nombre des paysan.ne.s).

Cette politique fondée sur l'accroissement du nombre des exploitations à taille humaine, contribuera à enrayer la désertification des zones rurales et favorisera le secteur coopératif respectueux des valeurs de l'économie sociale et solidaire. Le respect de la santé des populations, de l'accès de tous au droit à bien se nourrir, la préservation de l'environnement et de la biodiversité ainsi que la revitalisation des sols seront les priorités de notre action. Nous rappelons également ici la prééminence de l'humain sur la finance, ainsi que notre attachement à un rapport d'échange réciproque entre la terre, les végétaux, les animaux et les humains.

Les décisions en matière d'alimentation des populations doivent être prises de manière démocratique, et non pas en catimini, dans des cercles industriels ou financiers dont les priorités sont la production de masse et la rentabilité à court terme. Ces questions doivent intégrer le débat public. Face à l'uniformisation de techniques intrusives qui stérilisent les sols, face à l'imposition de la mécanisation à outrance qui bafoue les savoirs paysans et les particularités locales, la **Coordination** revendique la richesse de la diversité des modes de production paysanne, à la mesure de la diversité qu'offre la nature.

Des moyens d'actions adaptés à notre dessein commun

La **Coordination** mènera sa réflexion sur la durée et de façon ouverte. Elle développera ses analyses et ses outils afin de faire valoir la nécessité du modèle économique alternatif qu'elle promeut. Elle s'engage à soutenir activement les actions dénonçant la dangerosité du système en vigueur et à défendre le droit à un emploi durable, correctement rémunéré, et à une alimentation saine pour tous.

Au sein de cette **Coordination**, dont le fonctionnement sera horizontal et non hiérarchique, chaque organisation apportera son expertise et conservera son identité et sa capacité de décision.

Fondée sur une volonté de partage des savoirs, des énergies et des informations, respectueuse des règles de fonctionnement démocratique, solidaire dans le soutien aux actions concertées, la **Coordination** s'engagera dans une dynamique collective qui fera valoir la pertinence de ses analyses. Elle rendra visible dans l'opinion publique l'existence d'autres modèles sociaux d'agriculture et d'élevage s'inscrivant dans un souci de préservation de l'environnement naturel (terres, forêts, eaux douces, littoral) et de protection de la santé humaine et animale.

A cette fin, la **Coordination** entend créer un **Observatoire régional des politiques agro-alimentaires et environnementales**. Rassemblant des professionnels, des chercheurs et chercheuses et universitaires indépendant·e·s, ainsi que des représentant·e·s du secteur associatif, cet *Observatoire*, en tant qu'émanation de la **Coordination** (donc des divers mouvements sociaux et citoyens bretons engagés sur ces enjeux) aura la particularité d'être complètement indépendant des pouvoirs politiques et économiques.

Pour chacun d'entre nous, membres fondateurs, il y a urgence à rompre avec le modèle agro-industriel qui a failli. Dans le contexte de la crise écologique et climatique, nous appelons à amplifier la résistance et à faire valoir et connaître des propositions alternatives. Nous nous engageons solennellement à nous y employer, dans le respect de nos différences.

à Brémelin, Guéhenno le 1^{er} février 2022

Liste des organisations membres de la Coordination et signataires de la déclaration :

1. Alternatiba Rennes,
2. Attac 22,
3. Attac 29
4. Attac Pays malouin – Jersey 35
5. Attac Rennes 35
6. Attac 56
7. Attac 16
8. Attac Saint Nazaire
9. CBSFVO (Comité breton de soutien aux faucheurs volontaires d'OGM)
10. Coben (Confédération Bretagne Environnement et Nature)
11. Collectif Bretagne contre les fermes usines
12. Collectif contre Monsanto
13. Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest
14. Collectif SSA 22 (Collectif pour une Sécurité sociale de l'alimentation)
15. Confédération Paysanne de Bretagne
16. Connexion Paysanne
17. Communs de Nargoat.
18. EPolar
19. Faucheurs volontaires d'OGM de Bretagne

20. FSU Bretagne
21. Halte aux marées vertes
22. Les colocaterre
23. Minga
24. Plancton et innovation
25. PIG Bzh.
26. Sauvegarde du Trégor du Goëlo et du Penthièvre
27. Stop méthane Plouha
28. Union syndicale Solidaires de Bretagne
29. SCI Courte échelle

En attente de signature :

**CIVAM Centre d'initiatives pour valoriser de l'agriculture et le milieu rural)
Les soulèvements de la Terre
Terres de liens**